



Budapestre vonatkozó újságcikkek

Szerző: F. G.
Cím: Au pays de la terreur blanche

Forrás: Eclair

Paris 1920. 7. 12.

(Hely)

(Idő)

(Köt. v. füz.) (

Osztályozás

Tárgy

910.2

Hely

Idő

"1920"

Személy

Au pays de la Terreur blanche

[DE NOTRE CORRESPONDANT SPÉCIAL]

BUDAPEST, juillet. — On m'assure aujourd'hui que le blocus est voué à un échec rapide. Rien d'étonnant à cela. L'Autriche seule y perd — et les pauvres voyageurs qu'on accable d'ennuis supplémentaires. A Vienne, fruits et légumes se font rares. Hier, la population a manifesté, déjà.

En Hongrie, le blocus est populaire. Les denrées périssables ont vu tomber leur prix de moitié. Seuls, les mercantis s'arrachent les cheveux.

J'ajoute qu'ici on a charitablement appelé mon attention sur les nouvelles difficultés que le blocus va soulever pour l'Entente.

— Si l'Autriche rompt ses relations commerciales avec nous, et ne les rétablit pas dans un délai bref — la moisson est, en effet déjà commencée — elle ne pourra acheter chez nous les céréales sur lesquelles le Traité de paix lui donne une sorte de préoption. Il incombera alors à l'Entente de lui fournir ces céréales, qui coûtent certainement plus cher à Rio-de-Janeiro qu'à Budapest.

La Hongrie a répondu au blocus par la fermeture des frontières, et l'interdiction de toute exportation. Ce sont les fameux *Détachements* qui ont été chargés d'empêcher la contrebande des denrées. On sait que ces *Détachements* sont accusés, par la social-démocratie mondiale, de fomenter les pogroms et d'organiser la *Terreur blanche*. La pièce viennoise mène grand bruit autour des atrocités qu'ils commettent ; on assure à Vienne que la vie d'un homme ne vaut pas cher à Budapest. Un nez crochu est, en soi, un arrêt de mort.

Il apparaît, en tout cela, quelque peu d'exagération. Depuis quatre jours que je circule dans la ville, je n'ai vu défenestrer, noyer ou assommer personne. Je n'ai rencontré personne qui l'ait vu. J'ai même interrogé un grand financier juif, qui m'a répondu textuellement :

— Des pogroms ? Les Hongrois ne sont pas capables d'en faire. On ne fera de bons pogroms en Hongrie que le jour où les juifs se chargeront de les organiser.

Il y a eu certainement des excès au début. Ils étaient compréhensibles. Il y en a encore maintenant. Ils peuvent s'expliquer, mais non s'excuser.

Il faut considérer d'abord l'impunité dont bénéficient des centaines d'individus convaincus, soit de complicité avec les communistes, soit de spéculations illicites. Quand une victime d'hier rencontre son bourreau, la loi de lynch joue forcément, d'autant plus volontiers que le peuple espère, par des violences, forcer la main au Gouvernement inerte et au Parlement passif.

A côté de la justice populaire, qui toujours est brutale et souvent se trompe, il y a la fameuse justice des *Détachements*.

Il y a trois espèces de détachements. Les uns, — comme celui du baron Pronay, — ont été constitués, à Szeged, dans les cadres de l'armée nationale. Ils étaient composés exclusivement d'officiers, soigneusement triés. On y a enrôlé ensuite des troupiers, choisis parmi des fils de paysan, de pure origine magyare, et tous personnellement connus de leurs chefs. Ces détachements ont formé l'avant-garde de l'armée nationale, lorsque celle-ci commença sa marche, de Szeged sur Buda-

pest, après la chute du bolchevisme. Ils ont appliqué la loi mardiale aux meneurs rouges que la population rurale leur amenait, enchaînés, sur leur chemin. On m'assure que cinq à six cents personnes furent ainsi exécutées. Quelques erreurs ont été commises, inévitablement. Mais on aurait tort d'imputer à ces formations régulières, appartenant aux cadres de l'armée, et actuellement complètement assimilées aux troupes ordinaires, l'organisation de massacres, de pogroms, ou l'assouvissement de vengeances personnelles.

Le baron Pronay lui-même, que j'ai eu l'occasion de rencontrer ici, est un beau soldat, au visage énergique, aux yeux clairs, à la parole brève et décisive. Il fait figure de chef.

D'autre part, quelques détachements avaient été organisés à Budapest, par la mission militaire américaine notamment, en vue d'assurer l'ordre après le départ des troupes roumaines. Là, il a fallu faire flèche de tout bois : on prit ce qu'on avait sous la main, et, l'élite des officiers s'étant

concentrée à Szeged, on dut faire appel à des éléments douteux.

On me dit ici que ce sont ces détachements, absolument autonomes, n'appartenant pas à l'armée et n'obéissant qu'à leurs chefs, qui ont commis les excès et les violences dont on s'est si justement plaint. Ce sont eux, notamment, qui auraient battu des Juifs, qui leur auraient interdit l'accès des Universités.

Le gouvernement s'avère impuissant contre ces groupements.

— L'Entente, me disait un haut fonctionnaire, nous rendrait un signalé service en désarmant ces détachements irréguliers !

Enfin, il y a les fameux détachements Héjjas.

Le gouvernement de Szeged, dès sa formation, avait envoyé des officiers, en mission secrète, pour organiser, en territoire soviétique, les troupes irrégulières de la contre-révolution. Chacun de ces officiers eut un secteur, Héjjas, officier aviateur, fut de tous le plus heureux et le plus populaire. Il réussit à organiser les paysans, entre Danube et Theiss, à les armer avec des fusils achetés aux soldats rouges, à leur assigner des points de concentration secrets, des cadres. Il disposa d'une trentaine de mille hommes, qui devaient s'embrigader, s'encadrer et s'armer au signal donné par le gouvernement de Szeged.

La chute du bolchevisme et l'invasion roumaine rendirent cette mobilisation payenne inutile. Mais, après le départ des Roumains, les paysans refusèrent de rendre leurs armes, et se mirent à faire de la répression antirévolutionnaire de leur propre chef. Des massacres furent commis, des vengeances personnelles s'assouvirent, des actes de brigandage se multiplièrent.

Le gouvernement a pris des sanctions. Le lieutenant Héjjas est rentré dans les cadres réguliers. Des razzias sont organisées entre Danube et Theiss, et la dernière a abouti à plus de quatre-vingts arrestations. Des exemples sont faits. Mais il faut bien admettre qu'il est difficile de reprendre des armes à trente mille paysans, dispersés par tout le pays, sans cadres, sans chefs responsables.

Voilà ce qu'on m'a dit à Budapest sur cette inquiétante question. J'attends que l'enquête à laquelle je compte me livrer, dans les provinces, vienne confirmer cette manière de voir.

F. G.